

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10<sup>ème</sup> ANNEE — N° 135  
Du 2 au 15 Octobre 1972

LE NUMERO :  
0,80 F

## PROCHE-ORIENT

# De l'attentat de Munich à la guerre du Liban

Les représailles israéliennes qui firent deux cents victimes arabes pour venger le « massacre » des onze athlètes nationaux à Munich ; l'offensive de trente-six heures contre le Liban marquée par des épisodes dignes de la « guerre hitlérienne » ; la vague de terrorisme palestinien s'étendant à l'Europe et même à l'Afrique avec l'envoi de lettres piégées aux ambassades de Sion ; l'esquisse d'une vague de contre-terrorisme illégal de la ligne de défense juive du Rabbine Kahane que le pouvoir israélien établi s'est empressé de tenter d'étouffer dans l'œuf : tels sont les ultimes développements d'une guerre commencée il y a trente-six ans avec le conflit judéo-arabe de 1936 et qui est le digne fruit de la pénétration et du jeu compliqué de l'impérialisme au Proche-Orient, zone stratégique jalousement contrôlée.

Trente-six ans d'une guerre tantôt ouverte, tantôt larvée, dont les épisodes les plus marquants furent la guerre anti-arabe qui suivit immédiatement la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948 après le retrait des Anglais et la fameuse guerre-éclair de 1967, quel plus cinglant démenti aussi bien à la croyance bourgeoise dans l'excellence du principe national qu'à la démagogie des grands impérialismes présentant leur contrôle despotique sur le monde comme l'unique garantie de son harmonie et de son équilibre ? Et quelle plus inexorable condamnation de la politique nationaliste et impérialiste de la bourgeoisie que le résultat auquel elle a abouti : deux millions de Palestiniens chassés de leur ancien territoire et végétant sans espoir dans des camps dispersés sur le pourtour d'Israël pour que trois millions de Juifs réfugiés et leurs descendants, enfermés dans le cadre étouffant d'un capitalisme débile, puissent se prévaloir du privilège fallacieux d'avoir « conquis une patrie à eux » ?

Devant les derniers épisodes tragiques et infâmes de cette guerre, le monde bourgeois devrait donc confesser la faillite de ses principes les plus chers autant que de sa politique pratique, mais il en est empêché par d'évidentes raisons de classe. Dès lors, il est condamné à de vaines lamentations, à des indignations aussi hypocrites que véhémentes et à des polémiques internes d'autant plus furieuses qu'inspirées de l'idéologie bourgeoise, elles sont plus impuissantes à aller au fond des choses.

Les lamentations concernent bien entendu le trouble apporté à la paix du monde par l'antagonisme israélo-palestinien, comme si cette paix existait vraiment (le Proche-Orient ferait-il oublier l'extrême-orient Vietnam ?) et comme si, cet antagonisme existant, la paix pouvait signifier quoi que ce soit d'autre que l'écrasement du plus faible par le plus fort (c'est-à-dire des Palestiniens dépourvus de toutes réserves par l'Etat militariste d'Israël) et que sa lâche résignation à l'oppression subie.

L'indignation, elle, concerne en principe l'usage de la violence et

de la terreur et semble donc s'inspirer d'un principe général de respect de la personne humaine et autres fariboles dont la pratique bourgeoise fait elle-même et en tous lieux du monde la critique par les faits. Or, si cette indignation a frisé l'hystérie lors de l'action de « Septembre noir » aux Olympiades de Munich, elle s'est comme par miracle réduite à des murmures consternés ou à des protestations diplomatiques (quand elle ne faisait pas place à un véritable enthousiasme !) devant la réplique implacable de l'Etat israélien. Bien malin qui pourrait démontrer que le respect général de la personne humaine est indignement violé quand des terroristes s'emparent d'otages innocents ou quand ils font mourir un notable dans l'exercice de ses fonctions, comme le diplomate israélien de Londres tué par une lettre piégée, mais que ce respect est parfaitement préservé quand une armée régulière massacre des centaines de civils étrangers innocents ou qu'un officier paté de ladite armée donne à un équipage de char l'ordre de réduire à l'état de galette une voiture civile et ses huit innocents occupants, comme nous l'apprend la sinistre chronique du « septième jour » (le jour libanais) de la guerre de six jours ! Ce que le monde bourgeois réprovoque donc, ce n'est pas la violence et la terreur en soi, mais la violence et la terreur illégales, tandis qu'il se résigne comme à une de ses lois indestructibles (quand il ne l'exalte pas cyniquement) à la terreur étatique et militaire sanctionnée par la loi et le droit international : quel aveu !

Quant à la polémique, elle s'enferme de part et d'autre dans la ridicule contradiction bourgeoise (que seul le marxisme révèle et dénonce) qui consiste à prétendre tirer du droit, qui est par nature un principe d'exclusion et de privation, des solutions universelles et définitives ! A cette contradiction, aucun courant n'échappe, pas même ceux qui, osant du moins revendiquer la violence illégale des opprimés contre les oppresseurs, ne savent leur proposer d'autre « émancipation » que telle ou telle forme de systématisation nationale qui laissera par nature

ouverts tous les problèmes sociaux du Proche-Orient. Dans la pratique, elle condamne les courants bourgeois soit à opposer cyniquement « les droits nationaux » des uns à ceux des autres, soit à rêver stupidement que la force réactionnaire des grands impérialismes réalisera le « dépassement » harmonieux des antagonismes existants, grâce au compromis entre les U.S.A., suppôt du nationalisme israélien, et l'U.R.S.S., suppôt du nationalisme arabe, tardivement parvenue à la reconnaissance du mouvement palestinien de libération comme « interlocuteur valable », sous la pression du terrorisme de « Septembre noir » qu'elle réprovoque avec une horreur toute bourgeoise, pourtant.

La politique prolétarienne condamne évidemment le pseudo-« dépassement » des nationalismes exaspérés qui s'enracinent dans une évidente réalité matérielle que prétendent réaliser les grands impérialismes, gardes blancs du monde ; mais elle condamne tout autant l'idéologie nationaliste qui conduit aussi bien à la légitimation de l'impérialisme israélien au nom des souffrances passées des Juifs qu'à celle de la tentative palestinienne de ressusciter un pan-arabisme réactionnaire.

(Suite page 4)

## Les émigrants socialistes

Dans le véritable match de catch qui est disputé — pour l'instant — sur les rings de la diplomatie et du commerce, où chaque nation capitaliste s'efforce de s'assurer une part du marché mondial pour engraisser son insatiable capital, la Chine ne veut pas rester en arrière. Et elle entre dans la compétition d'une façon très originale.

Tandis que ses concurrents s'efforcent de conquérir, étendre ou consolider leurs « zones d'influence » en exportant les produits de leur industrie, que ce soit sous la forme d'équipements, armes, know-how, etc., que ce soit sous la forme de capital, ce produit capitaliste par excellence (dont l'exportation caractérise d'ailleurs la phase impérialiste), la Chine, pays de capitalisme jeune à économie surtout agricole dont l'industrie est encore au berceau, exporte l'unique produit dont elle dispose (et en abondance !) : des Chinois.

C'est ainsi que la Chine vient de passer un accord avec le gouvernement de Georgetown, oublié par ses concurrents. Cet accord stipule qu'elle fournira à l'ex-Guyane anglaise des centaines de familles qui iront s'établir en pleine Amazonie, dans l'Essequibo, région qui s'enfoncerait comme un coin entre le Brésil et le Venezuela. Elles s'y consacreront aux travaux bucoliques de l'agriculture et de l'élevage — sans négliger, bien entendu, la lecture édifiante du petit livre rouge, indispensable pour bien féconder la terre.

Il est sûr que cet accord va provoquer de l'effervescence dans les pays déjà mouvementés d'Amérique latine.

D'un côté, le Venezuela se sentira atteint par cette mesure : en effet, une partie des terres où vont s'installer les Chinois est revendiquée par le gouvernement de Caracas, ce qui a provoqué récemment une violente controverse entre les deux pays, controverse qui était même sur le point de se transformer en conflit armé. En signant l'accord avec Pékin, le gouvernement de la Guyane — pays très faiblement peuplé — entendait très clairement résoudre le conflit en sa faveur par l'occupation de cette région dépeuplée (manière originale — soit dit en passant — de constituer géographiquement l'Etat national !).

Si cet accord profite à la Guyane, il est également avantageux pour Mao Tsé-toung, puisque les apôtres du président-penseur cultiveront sans aucun doute, entre autres, l'amitié traditionnelle sino-guyanaise, ce qui, dans le langage des affaires, signifie qu'ils seront les fournisseurs des intérêts nationaux bourgeois de l'Etat chinois dans cette région du monde.

Il est bien probable que le Vénézuélien Raoul Leoni, blessé dans ses prétentions territoriales, va grincer des dents et, secouant sa

(Suite en page 4)

## Le marché russe, débouché des grands trusts occidentaux

Il y a quelque temps paraissait en Italie le rapport inquiet du président de Montedison qui, en mettant à nu la crise de cette société d'économie mixte de produits chimiques, ne manquait pas de jeter un cri d'alarme à propos du niveau de l'emploi et de la nécessité de mettre un frein à la tendance des entreprises à forte participation de capitaux « publics » à ne pas tenir compte, selon lui, des exigences du profit, seule catégorie capitaliste (on le reconnaît enfin) capable d'assurer la reproduction des conditions sur lesquelles végète la société bourgeoise. Et vlan ! en plein dans la gueule des opportunistes qui ont toujours vu dans l'intervention massive de l'Etat dans l'économie (sous le contrôle du Parlement bien sûr) le moyen de s'émanciper de l'exploitation exercée par le capital privé, capital qui, selon eux, serait régi par d'autres lois que le capital public.

Mais le président de Montedison ne doit pas trop s'inquiéter car si son entreprise a besoin « d'oxygène », il y a là, à portée de la main, la « patrie du socialisme » qui, dans l'esprit de la « coexistence pacifique » et de la « détente », est prête à apporter sa contribution pour que le manque de bonnes affaires ne jette pas sur le pavé des milliers de travailleurs !

L'Unità du 23-6 annonce, non sans une satisfaction bien compréhensible (les entrepreneurs vivent des affaires de leurs clients), que vient d'être signé le protocole d'un important accord commercial portant sur la fourniture à l'U.R.S.S. de la part du groupe Montedison de deux usines de fabrication de produits chimiques, pour un montant de 25 milliards de lires environ. En outre, la société italienne fournira des instal-

lations pour la production de catalyseurs, des brevets, des procédés techniques, des projets complets et presque tout l'appareillage annexe, ainsi que l'assistance technique pour le montage et la mise en route des usines dont on prévoit qu'elles pourront entrer en fonction d'ici 1975.

Mais l'Unità, qui ne se contente pas de donner la nouvelle sans autres précisions, ajoute, sans la moindre vergogne... antifasciste, que « ce n'est pas la première fois que Montedison établit des rapports de fourniture avec l'U.R.S.S. Déjà en 1933 le groupe (dénommé alors Montecatini) a fourni à des organismes soviétiques des usines pour la fabrication d'ammoniaque et de sulfate d'ammonium ». Ça alors ! nos staliniens endurcis, qui avaient prétendu, malheureusement non sans succès, convaincre les prolétaires

de la nécessité de défendre héroïquement la citadelle assiégée, ne disons pas simplement du socialisme, mais du communisme, avouent (en bons experts qu'ils sont désormais dans l'art de l'aveu, surtout posthume) que ce n'est pas d'aujourd'hui que l'U.R.S.S. fait des affaires avec Montedison, mais depuis l'époque où, Mussolini régnant, celle-ci s'appelaient Montecatini. Qu'en est-il, alors, de l'encercllement capitaliste, de la criminelle volonté fasciste et nazie de détruire la patrie du socialisme ? Et que fait-on du « double marché » théorisé par le petit père des peuples, Staline ?

Nous connaissons la réponse des valets de Moscou, que le nouveau père Brejnev a d'ailleurs récemment proclamée à l'occasion de la signature des accords avec son collègue Nixon : la politique actuelle de l'U.R.S.S. est dans la ligne logique de la grande tradition de compétition pacifique inaugurée, voyez-vous ça, par Lénine lui-même dès 1922, au moment où, après avoir réglé le petit problème intérieur de la... révolution, celui-ci n'aspirait à rien d'autre qu'à... entrer de façon pacifique dans la compétition avec ses collègues chefs d'Etats du monde entier

Vous saisissez ? La politique des « concessions », sous la dictature du parti bolchevique et de l'Etat prolétarien est présentée, aux gogos naturellement, comme le premier exemple de « commerce pacifique » mondial ! Il est

(Suite en page 4)

## PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 15 h. à 19 h., au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

# L'O.C.I. ou l'éternelle hypocrisie du centrisme

« De même que, dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit on pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer encore davantage, dans les luttes historiques, entre la phra-

seologie et les prétentions des partis et leur constitution et intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité ».

MARX, le 18 brumaire.

## L'O. C. I. : ultime variante de la vieille « démocratie socialiste »

Coincée de par sa situation matérielle entre le prolétariat et la bourgeoisie, révoltée contre le capital financier qui l'écrase, et contre l'Etat qui l'accable d'impôts, mais attachée à un mince patrimoine qu'elle s'efforce de sauver, la petite-bourgeoisie a toujours constitué pour le prolétariat un allié peu sûr, enthousiaste et bavard dans les moments de montée révolutionnaire, prêt à le lâcher et à se retourner contre lui aussitôt que se dessine le reflux.

De même ses représentants politiques (qu'ils soient ou non, d'ailleurs, d'origine petite-bourgeoise) ont toujours reflété la situation et les aspirations contradictoires de la petite-bourgeoisie dans des systèmes utopiques par excellence, parce que soucieuse de réaliser une synthèse impossible entre les intérêts de la bourgeoisie et les intérêts du prolétariat, en éliminant les antagonismes de classe au sein même du système capitaliste.

C'est de leur influence sur le mouvement ouvrier (influence présente dès l'origine, mais aggravée à l'époque impérialiste par la corruption de couches de plus en plus larges du prolétariat et la formation d'une aristocratie ouvrière) qu'est né cet hybride monstrueux qui s'appela lui-même (dès 1848) parti de la *démocratie socialiste* ou encore *social-démocrate*. Volontiers drapée de rouge et de phrases révolutionnaires, s'imaginant représenter les intérêts du « peuple » entier, voire de l'humanité, parce qu'elle représentait effectivement une classe moyenne, mais parlant aussi au nom du prolétariat, la social-démocratie prônait, en économie, un « socialisme » assimilé à des mesures entravant la croissance du capital et, en politique, à l'épanouissement des libertés démocratiques. Sa méthode ? Si possible la voie pacifique, si nécessaire quelques démonstrations ou même batailles de rue de courte durée, style février 1848.

Depuis 1848, l'éventail des groupes et partis se rattachant à la matrice commune de la « démocratie socialiste » s'est encore élargi et il va du réformisme classique, représenté aujourd'hui par les partis stalinien, jusqu'à l'anarchisme, en passant par tous les nuances les plus diverses. Tous cependant veulent marier réforme et révolution, socialisme et démocratie.

Dans cette ribambelle de faux partis ouvriers, l'O.C.I. (trotskyste « lambertiste ») occupe une place à part. C'est le seul qui tiennent à se démarquer, à la fois des partis stalinien, qualifiés de bureaucratiques, et du gauchisme, accusé d'aventurisme. C'est le seul également qui continue à revendiquer contre tous les révisionnistes, y compris ses frères trotskystes, une fidélité intégrale au marxisme orthodoxe, affirmant l'invariance du capitalisme dans sa phase impérialiste (contre la « fable du néo-capitalisme »), l'invariance du marxisme depuis Marx jusqu'à... l'O.C.I., la nécessité de la lutte théorique, la nécessité du parti, l'unité mondiale du prolétariat, la conquête du pouvoir sans « étapes intermédiaires ».

Beau programme, belles paroles, qui ont d'ailleurs valu à l'O.C.I. une réputation de sérieux, nuancée d'admiration ou au contraire de réticences pour son « dogmatisme ». Mais il suffit d'examiner ses discours à la lumière du mar-

xisme (qui distingue entre ce que les partis « s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité »), pour y déceler des contradictions qui en font grincer le mécanisme et pour voir que ce qui se cache derrière l'« orthodoxie » marxiste de l'O.C.I. n'est rien d'autre que la bonne vieille social-démocratie, sous sa forme la plus insidieuse, parce que la plus radicale en apparence et la plus hypocrite : le centrisme.

Nous ne prendrons aujourd'hui

## Une critique petite-bourgeoise du capitalisme

Dans la vision matérialiste, l'histoire tout entière est l'histoire de la lutte des classes. Une lutte qui n'est pas le produit de la volonté, de quelconques meneurs révolutionnaires, mais le produit nécessaire des contradictions inhérentes à un mode de production donné. C'est le capitalisme lui-même qui, en se développant, engendre constamment ses propres fossiles, les prolétaires, et qui produit inéluctablement les conditions de sa propre mort, dont les crises et les guerres périodiques sont les signes infaillibles. Dans la phase impérialiste du capitalisme, ces contradictions sont portées à leur point maximum, confirmant plus que jamais les paroles du *Manifeste*, qui prédisent que le capitalisme mourra d'avoir « trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industries, trop de commerce », par l'exacerbation de ses propres contradictions, sous les coups violents du prolétariat révolutionnaire.

Voyons comment l'O.C.I. caractérise le stade suprême du capitalisme : « Le capitalisme qui se survit paralyse et mine les conquêtes économiques et sociales arrachées par le prolétariat, menace l'avenir de la culture et de la civilisation humaine. C'est le droit au travail, c'est le droit à la santé, c'est le droit à un salaire et à une retraite décentes, c'est le droit aux études, qui sont contestés à des millions et des millions d'hommes, de femmes, aux jeunes générations ». [Ici comme dans toute la suite, c'est nous qui soulignons].

Il n'y a rien dans ces jérémiades qui rappelle, même de loin, l'analyse marxiste. Le marxisme salue les contradictions inhérentes au système capitaliste, parce qu'il voit en elles le signe de la future révolution ; l'O.C.I. elle, s'en plaint comme d'une annonce de barbarie. Les prolétaires n'ont aucun « droit », aucune « conquête » à défendre, aucune réforme à apporter au système de l'esclavage salarié ; ils ont tout un monde à gagner par la destruction révolutionnaire du capitalisme. Les lamentations sur les droits bafoués sont bien plutôt typiques de la petite-bourgeoisie, qui se voit effectivement tous les jours menacée de faillite par le développement même du capitalisme, et qui voit se déprécier les diplômes et donc fondre à vue d'œil ses privilèges de couche ayant accès aux « études ». Ce que la petite-bourgeoisie craint dans le capitalisme, ce n'est que le spectre de sa propre prolétarianisation : c'est d'être rejetée dans la masse des *sans-reserves*, des *sans-droits*, des *sans-culture*, de ceux pour qui le véritable scandale, le scandale permanent, c'est d'avoir à vendre leur peau pour engraisser le capital.

qu'un exemple : le *Rapport politique de l'O.C.I.* pour la « Conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier » (5-6 février 1972), supplément au numéro 545 d'« Informations ouvrières », en le complétant par quelques citations du *manifeste de l'O.C.I.* de 1967, et de « La Vérité ».

Réformisme pacifiste, interclassisme, soumission du prolétariat aux illusions de la petite-bourgeoisie, chauvinisme, ou mieux, messianisme européen : rien n'y manque. C'est que, au delà de la phraséologie « révolutionnaire », la base même de ce programme qu'on voudrait faire passer pour marxiste n'est autre qu'une conception *petite-bourgeoise* du capitalisme (et du communisme), celle-là même que Marx et Engels ont impitoyablement démasquée et démolie il y a plus d'un siècle.

La brochure de l'O.C.I. ne souffre pas mot du salariat. Car si la petite-bourgeoisie peut arriver à dénoncer l'exploitation comme une « injustice », elle ne s'attaque pas en fait aux rapports de production. C'est bien le rêve typiquement petit-bourgeois d'un capitalisme honnête, et d'un gouvernement à bon marché qui inspire les vertueuses indignations de l'O.C.I. devant la « multiplication infinie des scandales [qui] caractérise un régime politique défense du profit ». Il n'y a rien là de prolétarien, rien non plus de nouveau et le capitalisme s'accommode fort bien de ces critiques. Sous la monarchie de Juillet, les mêmes phrases, les mêmes revendications étaient dans la bouche des partis de la bourgeoisie industrielle qui, assistée de la cohorte des petits-bourgeois eux aussi indignés, réclamait sa place au soleil, flétrissant la domination de l'aristocratie financière aux cris de « à bas la corruption ! » et « à bas les grands voleurs ! ».

Que reproche donc l'O.C.I. au capitalisme, puisque reproches il y a ? D'aller vers la décadence et vers le *désordre* : « Le résultat final du mode de production capitaliste, c'est le chaos, le désordre politique, économique et financier, qui ne peuvent être surmontés que par la révolution prolétarienne (...). Si on ne supprime pas le capitalisme, la décomposition et la dislocation de tout le système capitaliste se poursuivant, la culture et la civilisation sont menacées d'écroulement ». Et plus loin : « Ce n'est pas là uniquement un devoir, c'est une nécessité, car il est plus urgent d'en finir avec l'exploitation capitaliste qui entraîne la civilisation à l'abîme ».

Comme on voit, les aigles de l'O.C.I. s'élèvent bien au dessus des problèmes matériels de la condition prolétarienne, au dessus des... classes elles-mêmes, pour embrasser les intérêts généraux de toute l'humanité, mieux encore, pour sauver son patrimoine le plus pur et le plus éternel : la culture. Qu'ils nous excusent, mais le prolétariat ne connaît pas ces valeurs bourgeoises. Il ne se place pas du point de vue de la Raison et de l'Ordre, mais du point de vue de la lutte des classes ! Quant à ceux qui parlent au nom de l'humanité entière, le marxisme les soupçonne de vouloir sauver en fait des intérêts bien plus restreints : ceux de leur propre conservation dans le cadre du système existant.

Le programme de la petite-bourgeoisie est un programme réactionnaire : la défense absurde, passiste, de la petite production et du petit commerce. Écoutons la s'exprimer par la bouche de l'O.C.I., bien reconnaissable sous le déguisement « marxiste » :

« A ce sujet, précisons : lorsque nous disons : il faut engager la lutte contre la propriété des moyens de production, il ne s'agit évidemment pas de toucher au droit de propriété de tout artisan, du petit commerçant ou du petit paysan. Le marxisme a depuis longtemps fait litière de ces calomnies intéressées du capitalisme et de ses agents, en établissant que les petites entreprises ne jouent qu'un rôle infime dans l'ensemble de l'économie ».

Le marxisme, messieurs les falsificateurs, a au contraire « établi » non seulement qu'il est incomplet et donc faux de ne considérer que les pays impérialistes en laissant de côté tout le reste du monde où la petite entreprise est loin de ne jouer « qu'un rôle infime », mais aussi que même lorsqu'elle joue économiquement un rôle secondaire, la petite production est toujours, de toute façon, économiquement et socialement, la serre-chaude qui engendre inépuisablement le capitalisme. Tout en reconnaissant que la petite-bourgeoisie est effectivement écrasée par le grand capital, le marxisme ne peut que la placer devant le programme du prolétariat : abolition du capitalisme et donc émancipation de toutes les classes et couches qu'il opprime, mais par la constitution d'unité de production toujours plus grandes et non par le retour utopique à la production parcelaire, qui sera au contraire sévèrement contrôlée, avant d'être progressivement éliminée par son insertion dans le circuit socialiste de production. C'est pourquoi la dictature du prolétariat, qui ne saurait opprimer la petite-bourgeoisie, devra cependant réprimer toutes ses velléités autonomistes.

C'est la *décadence* même de cette couche petite-bourgeoise condamnée par le développement du capitalisme, que l'O.C.I. projette dans une imaginaire « décadence » du capitalisme dans sa phase impérialiste, en s'appuyant sur l'absurde théorie trotskyste (contraire à la juste vision marxiste, et d'ailleurs démentie par les statistiques les plus élémentaires) des « forces productives [qui] ont cessé de croître », tout en affirmant dans le même chapitre sans crainte de se contredire que « le capitalisme n'a pas changé de nature ». C'est le rêve petit-bourgeois d'un capitalisme non monopoliste, c'est le pacifisme petit-bourgeois qui transparait dans les récriminations de l'O.C.I. contre l'économie d'armement, qui rappellent celles de Kautsky démolies par Lénine : car elles supposent — encore une fois — que certains des maux inhérents à l'impérialisme sont éliminables, et qu'il puisse y avoir un capitalisme pacifique, non assoiffé de marchés, non contraint de faire la guerre pour les conquérir, non obligé d'éliminer sans cesse ses secteurs les plus improductifs et de réprimer les

## Un programme de transition du capitalisme au capitalisme

Cette valse-hésitation entre réforme et révolution n'a, en fait, rien de surprenant. La critique petite-bourgeoise du capitalisme s'accompagne tout naturellement d'une conception petite-bourgeoise du communisme. Celui-ci n'est pas, pour l'O.C.I., l'instauration d'un mode de production radicalement différent, impliquant l'abolition du marché, de l'échange, du salariat. Il devient la simple *nationalisation* du capitalisme lui-même. Au bout de la lutte que l'O.C.I. assigne au prolétariat pour sauver la « civilisation humaine », il y a bien toujours le même horizon : le capitalisme, mais un capitalisme étatisé, rationalisé, délesté de ses abus les plus criants. Bref, l'URSS plus — évidemment — la démocratie.

Rien d'étonnant donc, puisqu'il ne s'agit jamais que de « passer » du capitalisme... au capitalisme, s'il n'y a pas besoin de la violence prolétarienne : toute la population, à part quelques spéculateurs et monopoleurs impénitents peut se retrouver d'accord sur ce programme de réformes et la voie pacifique, réformiste, parlementaire suffit pour y parvenir. Mais ce que pourrait dire sans gêne le plus laborieux des partisans de la « démocratie avancée », les « marxistes » de l'O.C.I. sont obligés de le dire par mille détours, s'évertuant à démontrer que la révolution, c'est la réforme, et que la réforme, c'est la révolution : centrisme oblige !

On trouve d'abord des coups de chapeau au marxisme (quoique déjà déformé par une interprétation douteuse) : « La tâche du prolétariat est la conquête immédiate [passons !] des pouvoirs publics. Cette conquête du pouvoir consiste dans la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, instrument

révoltes ouvrières, pour rester concurrentiel.

Pour les marxistes, l'impérialisme n'est pas une politique, mais l'aboutissement nécessaire du mode de production capitaliste. C'est pourquoi toutes ses caractéristiques — concentration de la production, domination des monopoles, fusion du capital financier et industriel, réaction sur toute la ligne, militarisme, luttes et guerres pour le partage du monde, colonialisme et renforcement de l'oppression nationale, corruption d'une aristocratie ouvrière qui trouve son expression politique dans l'opportunisme — sont des phénomènes irréversibles dans le cadre du système capitaliste, qui ne peuvent nullement être éliminés dans ce cadre par un changement de politique.

L'O. C. I. semble l'admettre : « Mais il faut parler clair. Les monopoles, le capital financier sont le résultat final de tout le développement du capitalisme, l'aboutissement nécessaire du système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. On ne saurait dissocier les monopoles du capitalisme, on ne saurait combattre la politique des monopoles sans combattre le système de production dont ils sont issus, et l'Etat bourgeois ».

Orthodoxie presque parfaite, à part... l'assimilation du capitalisme à la « propriété privée des moyens de production », qui implique la réduction du socialisme à un capitalisme... nationalisé (comme nous le verrons plus loin). Mais quelle déduction l'O.C.I. tire-t-elle de cette série d'affirmations anti-réformistes ? La nécessité de réformes : nationalisation des banques, contrôle de la spéculation. Alors ? Contradiction ? Les dialecticiens de l'O.C.I. ne sont pas embarrassés pour autant : « Non, il ne suffit pas de parler de réformes. Il faut indiquer clairement (!) ce pour quoi on appelle les travailleurs à combattre. Le capitalisme a fait son temps ». Après quoi le prolétaire, de plus en plus « éclairé », est invité à lutter pour la... nationalisation des trusts et des transports, pour la défense de la laïcité, pour le gouvernement ouvrier. Alors ? et le socialisme ? Patience : « Il ne suffit pas de parler de réformes »...

de domination de la classe dominante, et dans l'institution d'un nouveau Etat, fondé sur la démocratie ouvrière des conseils [laissons passer pour l'instant ce douteux substitut de la formule classique et tellement plus nette, dictature du prolétariat, soigneusement évitée dans toute la brochure]. L'expérience de la lutte de classe internationale du prolétariat et l'enseignement de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, vérifient tout à la fois que le socialisme ne saurait être instauré que par la révolution et que, si le pouvoir du capital n'est pas renversé, il est impossible de supprimer l'exploitation et l'oppression ». Et plus loin : « Nous [...] estimons, ce que la lutte des classes confirme dans tous les pays, qu'il n'existe aucune étape intermédiaire (parlementaire) entre le capitalisme et le socialisme ».

Fort bien ! Le marxisme affirme, en effet, que l'Etat n'est rien d'autre que l'organisation de la violence armée par laquelle une

## SOUSCRIPTION PERMANENTE 1972

### Listes N° 8 et 9

Paris, Juillet, 6.415,30 ; Bouzid, 120 ; Piccino, 50 ; R et R, 40 ; JC, 19 ; Tataouine, 150 ; Moncalieri, 26 ; Salut Canadien 500 ; Pour le 15<sup>ème</sup> anniversaire de la mort d'Otto. 100 ; R et R, 40 ; Cavillon, 70 ;

Total listes N° 8 et 9	7.530,30 F
Total précédent	26.115,98 F
Total général	33.646,28 F

## REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 27 OCTOBRE 1972, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X<sup>e</sup>)  
(Métro République)

## Le Vietnam

# La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

(La première partie de ce rapport a paru dans les N° 132 et 133 du Prolétaire.)

## LE PUTSCH DE KAPP

Nous avons dit que le putsch de Kapp-Luttwitz (13-17 mars 1920) avait apporté la preuve du faible degré de bolchevisation du KPD. On sait que ce coup de main, œuvre des partisans du Kaiser et du pouvoir des junkers et donc mal vu de la grande bourgeoisie elle-même, échoua misérablement grâce à la grève immédiate des ouvriers, d'une part, et à la ferme décision des syndicats de sauver la jeune République de Weimar, d'autre part, dans une situation qui ressemblait, surtout dans la Ruhr, à la veille d'une guerre civile. Or la Centrale du parti communiste fit preuve d'abord d'une regrettable passivité, ensuite d'une incroyable précipitation dans l'action. Elle commença par déclarer que la querelle entre république et monarchie n'intéressait pas directement les ouvriers (mais la question était bien plus vaste : derrière Kapp-Luttwitz se tenaient les corps francs décidés à en finir avec l'« insubordination » chronique du prolétariat allemand !); elle commença aussi par mettre en garde contre les dangers d'une grève générale que la classe ouvrière aurait raison de déclencher et déclencherait sûrement « dans les circonstances et avec les moyens qu'elle jugerait les plus opportuns » (comme s'il était toujours possible à la classe opprimée de choisir le bon moment pour agir, et comme si on ne devait recourir à la grève générale que pour les objectifs politiques *finaux* !); ensuite, sous la pression de la formidable levée en armes de la classe ouvrière, elle opéra un tournant à 180° en mobilisant les ouvriers sur le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Conseils ! », comme si le problème était d'abattre l'Etat bourgeois, de but en blanc et sans aucune préparation, et non de se défendre par les armes. Le candidat à la dictature, Kapp, s'enfuit sur le conseil des industriels eux-mêmes : « L'unanimité entre les ouvriers est telle — lui avait dit Ernst von Borsig — qu'on ne peut pas distinguer les agitateurs des millions d'ouvriers qui ont arrêté le travail ». Le mandarin syndical n° 1, Legien, sensible à l'état d'esprit des ouvriers, décida alors de prolonger la grève jusqu'à ce que le gouvernement de ses compères sociaux-démocrates ait donné de sérieuses garanties de réforme : avant tout éliminer Noske, et prendre des mesures énergiques pour prévenir les attaques contre la république et contre les associations politiques et économiques du prolétariat. Pour renforcer et concrétiser ces revendications, Legien se fit le promoteur auprès de l'U.S.P.D. de la constitution d'un « gouvernement ouvrier » où seraient représentés les trois partis issus du vieux tronc de la social-démocratie d'avant-guerre, ainsi que les syndicats.

C'est à partir de ce moment que le magnifique prolétariat allemand, qui s'est lancé à corps perdu dans la lutte dans tous les centres industriels, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, assiste désorienté à un pénible carrousel d'ordres et de contre-ordres, de manœuvres et de contre-manœuvres, d'avances et de reculs. L'U.S.P.D., pour ne pas perdre la face à gauche et pour ne pas se brûler à droite, repousse la proposition de participer au gouvernement. Les délégués du KPD, parmi lesquels W. Pieck (premiers pas... glorieux d'une future gloire stalinienne) se déclarent « disponibles », mais ils sont aussitôt démentés par la Direction qui affirme n'avoir « jamais soutenu la proposition de former un gouvernement de coalition avec les syndicats et les Indépendants ». Le soir du 22 mars, ces derniers, tout en répétant qu'ils ne veulent pas assumer de charges ministérielles, proclament que les contre-propositions « pacificatrices » du nouveau cabinet social-démocrate, le cabinet Mueller, sont acceptables, et ils votent pour la cessation de la grève ce qui d'ailleurs se produira (plus subtile, la prétendue « gauche » des Indépendants suggère qu'elle

soit « interrompue » !). Mettant fin au jeu de bascule entre la léthargie et la politique de conciliation, le KPD invite les ouvriers à dénoncer la trahison social-démocrate et à poursuivre la grève. Le jour suivant, cependant, il annonce que, puisque « les bases objectives pour la dictature du prolétariat » font défaut, et qu'il est nécessaire d'abord de travailler à la conquête des masses laborieuses au communisme, il considère comme « de la plus grande importance (...) une situation où on puisse utiliser la liberté politique sans limites ni interdictions, et où la démocratie bourgeoise n'ait pas la possibilité (!!!) d'agir comme la dictature du capital ». S'inspirant de ces considérations stratégiques, le KPD déclare qu'il considère « la formation d'un gouvernement social-démocrate dont seraient exclus les partis capitalistes-bourgeois, comme une condition pour l'action autonome des masses et pour qu'elles se préparent à exercer la dictature prolétarienne. Il pratiquera [donc] à l'égard de ce gouvernement une *opposition loyale*, tant que celui-ci fournira les garanties nécessaires pour l'entrée en fonction des mas-

ses, tant qu'il combattra [attendu toujours] la contre-révolution bourgeoise par tous les moyens à sa disposition, et ne s'opposera pas au renforcement social et organisationnel de la classe laborieuse ». Enfin le KPD ajoute que « *par opposition loyale il entend la renonciation à préparer une action violente, tout en gardant bien entendu sa liberté d'agitation politique pour ses propres buts et pour ses propres mots d'ordre.* »

Cette déclaration provoque une levée de boucliers dans de larges couches du parti. Ayant les mains libres, le gouvernement social-démocrate offre à la Reichswehr de von Seeckt l'occasion de prendre sa revanche en éteignant par la force les foyers insurrectionnels dans la Ruhr et ailleurs, et en versant à nouveau le sang des prolétaires malgré les scandaleux accords de... pacification de Bielefeld et les efforts des dirigeants communistes locaux et centraux pour empêcher les manifestants d'aller trop loin (mais, dans de telles conditions, la répression se déchaîne aussi, et peut-être surtout, si on se tient tranquille !). Attaqués par les majoritaires, trahis par les indépendants, désorientés par les spartakistes, les ouvriers finissent par céder les armes au bout de quelques jours. C'est maintenant aux tribunaux de guerre de jouer !

## UN MAL ANCIEN ET TENACE

Ces tristes événements suscitent dans le parti une kyrielle de récriminations, d'accusations, de défections. Peu de militants comprennent qu'en réalité le mal vient de plus loin. Dans une violente philippique, Radek écrit — et il n'a pas tort — que « l'antiputschisme [des dirigeants du parti] les a conduits à une sorte de *quétisme* : de l'impossibilité, démontrée expérimentalement en 1919, de conquérir le pouvoir en Allemagne, ils ont déduit, en mars 1920, l'impossibilité de l'action en général, conclusion qui était déjà fautive l'année dernière ». Peu après, au IV<sup>e</sup> Congrès du KPD, il les accuse d'avoir agi en « raisonneurs plutôt qu'en combattants », en substituant au « crétinisme parlementaire » social-démocrate une sorte de « crétinisme gouvernemental », une variante communiste du « possibilisme ». Quelques jours plus tard, bénéficiant d'une gloire imméritée pour n'avoir pas participé à la déplorable manœuvre, les « extrémistes » déjà expulsés au congrès de Heidelberg se constituent en Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (KAPD). C'était la fin d'un cycle. Un autre plus heureux allait-il commencer ?

« Il Soviet », organe de notre fraction, n'avait pu suivre les tragiques événements de mars qu'avec retard et de seconde main, comme d'ailleurs toute la presse socialiste en Italie. Mais il avait aussitôt dénoncé la trahison des majoritaires et des indépendants réunis, et tout en étant d'accord avec les thèses votées par le KPD à Heidelberg l'année précédente, il n'avait pas manqué de déplorer les incertitudes, les oscillations, les tendances légalistes de la centrale du Parti. Le 28 mars il s'était demandé : « Spartacus parviendra-t-il à se relever, à travers la réaction ouvertement militariste, contre la réaction des renégats du socialisme ? Le prolétariat allemand vengera-t-il ses morts héroïques de janvier 1919 ? ». Mais il avait aussitôt ajouté que « une fois encore les socialistes indépendants, avec leur attitude équivoque d'oscillation, ont trahi la cause de la révolution », et il en avait tiré une confirmation de notre vieille thèse qui affirmait que « malgré leur programme hypocrite, que beaucoup prennent pour un programme communiste, [les centristes] sont toujours les fauteurs du régime bourgeois et méritent plus de méfiance encore que les majoritaires » : il n'y avait donc aucune raison de regretter, comme le faisaient à tout bout de champ les maximalistes, « la scis-

sion entre ces girouettes notoires et nos héroïques camarades communistes ».

Le 23 avril, il avait reproduit un article de la revue viennoise « Der Kommunismus », qui stigmatisait l'absurde « combinaison de négociations, de grève et d'armement » dont l'USPD s'était fait le porte-parole dans la dernière phase de l'affaire Kapp-Luttwitz, et qui avait arrêté définitivement le destin de ce grandiose mouvement ouvrier. Le 16 mai, tout en justifiant la prudence avec laquelle les spartakistes avaient agi dans une situation grosse de poussées chaotiques et de vellétés incontrôlées, « Il Soviet » avait fait sienne la critique de Bela Kun à la Centrale. En effet « bien que préparer la révolution ne signifie pas avoir toujours les armes à la main, cela implique cependant qu'on se tienne constamment sur le terrain de la lutte, ce qui a son tour pour conséquence la construction de l'organisation et la disposition à prendre les armes à tout moment. « Aucune préparation d'actions violentes » signifie qu'on renonce à la préparation révolutionnaire ». Enfin, écrivant de Berlin, étape sur la route de Moscou, notre délégué au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, tout en réitérant les critiques de fond faites par notre fraction au jeune KAPD, ne taira pas pour autant son jugement sévère sur la passivité du parti communiste et sur ses dangereuses tendances parlementaristes.

Cet épisode aura des répercussions à long terme. Toute l'histoire du KPD dans les mois et même dans les années suivantes, portera les stigmates de la fragilité et de l'incohérence héritées de sa naissance tardive, avec de brusques passages de la passivité à l'ultra-activisme, de la praxis parlementaire et légaliste à la découverte d'une « théorie de l'offensive » basée sur une appréciation abstraitement économiste de la crise du capitalisme allemand et du capitalisme mondial en général, du lancement de propositions d'action commune à l'USPD au refus de l'action commune même dans les luttes revendicatives et au sein des syndicats. Les pires innovations tactiques du KPD (lettres ouvertes, fronts uniques, appui à des gouvernements soldisant ouvriers) finiront par contaminer l'Internationale elle-même, accentuant la crise de celle-ci et l'alimentant au fur et à mesure. Quant au principe du centralisme et de la discipline, qui avait été hâtivement plaqué sur la vieille

souche spontanéiste et fédéraliste et ne se rattachait pas à de solides positions programmatiques, tantôt il servira de couverture à des manœuvres équivoques (y compris à une sorte de « national-bolchevisme », qui, d'abord condamné dans le KAPD, sera ensuite adopté par ses propres censeurs), tantôt il sera violé par les innombrables coteries de nature contingente et personnelle plutôt que théorique et politique, dont le KPD donnera la triste spectacle jusqu'au moment où il se précipitera dans les bras accueillants du stalinisme.

Devant ce véritable désastre, qui devait peser sur tout le mouvement communiste mondial, il faut constater avec amertume que notre fraction communiste « abstentionniste » n'avait que trop raison et n'était que trop réaliste, lorsqu'elle répétait obstinément qu'une sélection véritablement « chirurgicale » des jeunes sections de l'Internationale, et surtout de celles de l'Europe centrale, aire cruciale pour la révolution était nécessaire. A la fin de l'année 1920, au nom d'une illusoire « conquête des larges masses », le KPD accueillera dans son fragile bateau la « gauche » (devenue d'ailleurs la majorité !) de l'USPD, quitte, un an après, à devoir en rejeter une grande partie à la mer comme un lest encombrant. Mais la voie que suit un parti n'a rien à voir avec celle d'un navire. Les fusions faites et défaites, les zigzags tactiques, les tournants programmatiques peuvent apparemment redresser la proue du vaisseau à la dérive, mais ils ne peuvent pas empêcher que l'équipage en soit désorienté et déçu, que la discipline nécessaire se relâche, que les partisans s'éloignent, et que la proue elle-même finisse par aller dans une mauvaise direction. La rigueur est une condition d'efficacité à condition de ne pas être une rigueur formelle et « administrative », mais une continuité dans l'action et une cohérence dans la poursuite d'un but propre. C'est une leçon que nous tirons dès cette époque, et que nous devons aujourd'hui nous mettre dans la tête et dans le cœur pour qu'elle ne soit pas perdue une fois de plus !

Entendons-nous : reconnaître et montrer les insuffisances, les erreurs, les effrayants zigzags du parti allemand, et en voir la racine au-delà des événements contingents de tel mois ou de telle année, ne veut pas dire qu'on en attribue la cause uniquement à des facteurs internes ou, comme on dit, subjectifs : ceux-ci sont, en effet, inséparables d'un ensemble de facteurs matériels, ils en sont le produit autant qu'une des causes. Cela ne veut pas dire non plus qu'on diminue l'héroïque fermeté de militants qui, même s'ils se sont trompés de ligne se sont battus sans compter, et dans des années extrêmement dures. Cela ne veut pas dire non plus s'abandonner à de vaines hypothèses, en se demandant ce qu'aurait été le parti s'il avait pu disposer jusqu'au bout de la direction de Luxemburg, Liebknecht, ou Jogisches. Le nœud de la question est ailleurs, et il est

vital pour la compréhension générale des problèmes de la tactique communiste. Quand on a fait la part des déterminations objectives, il reste à bien comprendre — comme le dira Trotsky — que « la réalité ne pardonne pas une seule erreur théorique ». Une fois commises et traduites dans l'action, ces erreurs deviennent des faits objectifs, durs comme des rocs, qui conditionnent ceux qui y sont tombés et qui s'en apercevront peut-être un jour ou l'autre, mais de toute façon trop tard. Pire encore, elles ont le pouvoir de polariser autour d'elles des hommes et des groupes qui par tradition sont déjà enclins à ne pas les reconnaître pour des erreurs. Les individus, en soi, ne comptent pas ; mais ce n'est pas un hasard, justement parce qu'il s'agit d'un phénomène social objectif, si les tactiques, comme les situations, se choisissent leurs instruments, leurs machines-hommes : ce n'est pas un hasard si un Levi a déploré la scission de Livourne et si la honteusement dénoncé comme aventuristes, au cours même de la lutte, les combattants de mars 1921 ; ce n'est pas un hasard si les rares militants qui en 1920 s'étaient opposés aux manœuvres du type « opposition loyale », ceux-là même qui formeront plus tard la douteuse gauche de R. Fischer et de Maslow, ont dans les années suivantes accepté le mot d'ordre de l'appui extérieur (ou même intérieur) aux gouvernements « ouvriers » de Saxe et de Thuringe, en en déplorant seulement la... technique d'application. Personne, dans le KPD, ne comprit jamais — si tenace était le vieux fétichisme de l'« unité » — la leçon que la Gauche italienne avait déjà tirée de la dure réalité des années 1918 et 1919 et qu'elle condensa en 1921 dans l'article que nous citons plus haut, *La fonction de la social-démocratie* (et social-démocratie, cela voulait dire non seulement la droite mais bel et bien le centre).

Non seulement le parti allemand n'assimila pas cette leçon, mais les débats animés de son 4<sup>e</sup> Congrès montrèrent, d'une part, que le quétisme parlementaire et légaliste sous couvert d'antiputschisme était loin d'être dépassé et que, d'autre part, le problème dominant au sein du parti tendait de plus en plus à devenir, malgré les protestations de certains délégués en contact avec la dure expérience de la lutte à Hambourg et dans la Ruhr, celui de la récupération d'une « gauche » indépendante qu'on couvrait de louanges alors qu'au 3<sup>e</sup> Congrès (Karlsruhe, 25-26 février) on l'avait condamnée pour sa capitulation face à la droite qui avait ouvertement trahi. La fusion du KPD avec la gauche du parti indépendant, qui se réalisa au cours de l'automne qui suivit le congrès de Halle et que notre fraction de Gauche communiste déplorait comme un dangereux précédent de relâchement des conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste, était dans l'air dès le mois d'avril : l'obsession de l'unité à la vie dure !

(à suivre)

### Correspondance :

« le prolétaire »  
B. P. 266  
13211 - Marseille Cédex 1

### Versements :

« le prolétaire »  
C.C.P. 2202-22 Marseille

### Abonnements :

« le prolétaire » :  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
par avion : 25 F et 13 F  
« programme communiste » :  
1 an : 15 F (150 FB)  
« programme communiste »  
et « le prolétaire » :  
1 an : 30 F (300 FB)

### Bulletin d'abonnement

NOM : .....

prénom : .....

adresse : .....

- « prolétaire » : 6 mois
- « prolétaire » : 1 an
- « programme communiste »
- combiné

(rayer les mentions inutiles)

# L'O. C. I. ou l'éternelle hypocrisie

(Suite de la page 2)

classe maintient son pouvoir. L'Etat capitaliste n'est pas un instrument neutre. Son appareil (militaire, policier, administratif) ne pourra donc être utilisé, mais devra être impitoyablement détruit par le prolétariat qui lui substituera sa propre dictature, dirigée par le parti communiste, de façon à s'opposer à toutes les tentatives de restauration contre-révolutionnaire des vaincus, et à prendre toutes les mesures économiques et sociales nécessaires pour casser les rapports de production capitalistes et aller vers l'abolition des classes. Cette prise de pouvoir s'identifie avec l'insurrection armée du prolétariat et la guerre civile qui embrasera le monde entier, parce que la violence bourgeoise ne peut être abattue que par la violence (et plus que jamais à l'époque impérialiste) et parce que le capitalisme est mondial et ne peut être vaincu que sur la scène mondiale.

Voyons donc si l'O.C.I. met le même contenu dans ses formules « marxistes ». Il y a d'abord un premier glissement dans la définition de l'Etat. D'« instrument de domination de la classe dominante », l'Etat bourgeois devient, quelques pages plus loin, une entité abstraite « contrôlée » ou « dominée » par les monopoles. Conséquence logique : on ne parle plus cette fois de l'abattre, mais de substituer au « contrôle de l'Etat [...] par les capitalistes » le « contrôle ouvrier », (en « oubliant » de rappeler que, selon Lénine celui-ci n'avait de sens qu'après la prise du pouvoir) ou encore de « soustraire l'Etat à la domination des monopoles ». Ce qui ne signifie rien d'autre que ceci : la classe ouvrière peut utiliser l'Etat bourgeois, le modifier.

C'est pourquoi l'O.C.I., comme tout parti réformiste, entretient la confusion entre Etat et gouvernement, et axe toute sa propagande sur la revendication du « gouvernement ouvrier » (c'est-à-dire d'un gouvernement composé de stalinien archi-réformistes et de socialistes archi-décroissants), renchérisant ainsi sur la trahison des centristes allemands qui, dans le premier après-guerre, appuyaient le gouvernement social-démocrate assassin du prolétariat révolutionnaire. C'est aussi pourquoi l'O.C.I. réclame la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. : pour être « dégénéré », l'Etat russe n'en reste pas moins « ouvrier », précisément parce qu'il a pu être confisqué par une mystérieuse bureaucratie qui le gère à son profit, tout en lui conservant plus ou moins ses fonctions d'avant la contre-révolution !

Un gouvernement ouvrier, futur

ou présent, dégénéré ou non, c'est bien une « étape intermédiaire », autre que la dictature du prolétariat, sur la « voie du socialisme » ? L'O.C.I. n'est pas à une contradiction près. A peine a-t-elle fait mine de refuser la voie parlementaire, qu'elle se hâte de la récupérer aussitôt :

« Nous pensons : si même la représentation ouvrière venait à conquérir la majorité aux élections — et nous le souhaitons — la bourgeoisie permettrait-elle son expropriation par les voies parlementaires ? Il est permis d'en douter. Mais si même on estime que cette perspective de majorité parlementaire peut se réaliser et afin qu'elle se réalise, faut-il attendre pour arracher les revendications ? Faut-il accepter de différer la lutte jusqu'en 1973 ? [...] Dans tous domaines, également dans le domaine électoral, il faut une volonté ferme, un programme cohérent et pour cela, lutter sur le mot d'ordre : Candidat ouvrier contre candidat bourgeois. C'est ainsi que l'immense majorité des travailleurs se rassemblent sur tous les terrains, y compris électoral, fera céder l'infime minorité des exploités capitalistes et sa majorité parlementaire truquée (!), à qui les partis ouvriers adresseront l'ultimatum : « Vous représentants faillis du système capitaliste failli [...] vous n'avez aucun droit à diriger le pays. Retirez-vous ! C'est ainsi que par les méthodes de la lutte des classes (!) la classe ouvrière peut et doit utiliser les élections, afin d'imposer en tout état de cause un gouvernement responsable devant les organisations et les masses travailleuses, non devant les députés de la bourgeoisie ».

On voit donc ce que c'est que le fameux « parlementarisme révolutionnaire » des trotskystes ! Aucun rapport avec celui de l'I.C. en 1920 qui parlait, elle, d'utiliser les parlements pour y mener un travail d'agitation anti-bourgeois, donc anti-parlementaire, en vue du renversement de l'Etat bourgeois. Il ne s'agit ici que d'utiliser les parlements comme des instruments pour la conquête du pouvoir dans le cadre même de l'Etat bourgeois, dans le plus pur style du crétinisme parlementaire social-démocrate.

On voit aussi ce que l'O.C.I. appelle « méthodes de la lutte des classes ». Pas formaliste, elle n'en repousse aucune : « Lutte dans les syndicats, grèves revendicatives ou grèves politiques, grèves limitées ou grève générale, manifestations ou meetings, participation ou refus de participation aux élections, diffusion des journaux ». Pas téméraire, elle oublie simplement de mentionner dans cette énumération ce qui est l'aspect le plus important, l'aboutissement véritable de la lutte politique au sens marxiste, sans lequel la lutte économique n'est plus une école de guerre, mais une agitation immédiate et stérile : l'insurrection armée et la guerre civile par lesquelles une classe renverse le pouvoir de la classe dominante et instaure le sien propre. C'est-à-dire qu'elle « repousse » la seule « méthode de lutte » que le capitalisme ne puisse pas tolérer, et pour

cause, parce que c'est la seule méthode de lutte proprement révolutionnaire.

Pourtant, au cas où quelques petits bourgeois particulièrement timorés hésiteraient encore à « voter révolutionnaire », nos « extrémistes » se chargent une fois encore de les rassurer en leur prouvant que la révolution... ce n'est pas la violence et que l'affaire est sans risques : « Si les organisations ouvrières décident aujourd'hui de prendre le pouvoir, de s'unir pour le gouvernement ouvrier [...] elles sont assurées du soutien de la classe ouvrière et de l'immense majorité des couches exploitées des villes et des campagnes. L'écrasante majorité du peuple laborieux les appuyant, la victoire du gouvernement des organisations ouvrières unies sur la bourgeoisie est assurée [...] Nous luttons pour cette solution, car c'est la solution la meilleure, celle qui permettrait d'assurer un développement organique de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois, pour le socialisme, aux moindres frais, avec le minimum de heurts et de violence. Les capitalistes ne sont qu'une infime minorité (deux cents familles, selon le P.C.F.), le peuple travailleur aspirant au socialisme représente l'écrasante majorité ».

Tout ceci est bien « clair », en effet : clair qu'ils sont des traîtres. Et c'est cohérent. L'affirmation (trotskyste aussi bien que stalinienne) que le capitalisme est dans sa phase descendante ne peut que se traduire dans le pacifisme et le réformisme (voir : *Le renversement de la praxis*, dans *Programme Communiste* n° 56). Le pacifisme, puisque dans cette vision le capitalisme « failli » ne peut que « céder » la place, sans affrontements violents, sans insurrection armée des prolétaires, au front uni du « peuple » entier, c'est-à-dire de tous les petits-bourgeois : le réformisme, parce que le socialisme s'insinue peu à peu au sein même du capitalisme, sans destruction de l'Etat, par une transition graduelle, et qu'on l'appelle « gouvernement ouvrier » plutôt que « démocratie avancée » ne change rien à l'affaire.

# Les émigrants socialistes

(Suite de la page 1)

crinière, lancer un furieux rugissement dans le meilleur style de son collègue, le lion de la Metro Goldwyn Meyer.

Lorsqu'il sera passé de la probabilité à la certitude, l'accord en question va donner le frisson à la bourgeoisie brésilienne. En effet, avant même que son voisin ne se prononce, le journal brésilien archi-réactionnaire « L'Etat de Sao Paulo », porte-parole de la pensée bourgeoise dominante, met déjà en garde son gouvernement sur le fait que le Brésil aura bientôt tout près de ses frontières d'Amazonie « une colonie de Chinois de Mao Tsé-toung ». Voici comment il explique la raison de cette inquiétude : « L'établissement de Chinois communistes (sic !) dans des régions sous-développées d'agriculture et d'élevage s'est déjà produit au Congo ex-français, en Tanzanie et en Zambie, avec les conséquences politiques que l'on sait, entre autres la transformation du premier de ces pays en république socialiste (!) ».

La bourgeoisie brésilienne, qui voit partout le spectre de la subversion et considère comme communiste le moindre changement au statu quo gouvernemental, se sent venir la chair de poule à l'idée que le petit livre rouge pourrait faire école dans les exubérantes forêts d'Amazonie, et que le fléau d'une « république socialiste » s'y installe : il suffit du Chili !

Que l'« établissement de Chinois » puisse avoir les « conséquences politiques bien connues » est tout à fait probable : c'est-à-dire que nous ne serions pas étonnés qu'un beau matin — un de ces matins ensoleillés qui sont typiques des régions tropicales — Cheddi Jagan ou quelque autre « marxiste » indigène fasse un de ces coups d'Etat non moins typiques et non moins tropicaux, et proclame une République Populaire de Guyane, en instaurant, au son de l'Internationale et avec un grand déploiement de drapeaux rouges, un « Etat socialiste », « comme cela s'est déjà produit au Congo ex-français » : cela irait tout à fait dans le sens de la nouvelle mode lancée par Fidel Castro en 1962 et qui fait aujourd'hui fureur dans les terres sud-américaines : la mode des pronunciamientos... « socialistes » !

# Proche-Orient

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

de le sauver de la mort à laquelle la volonté de compromis des Etats arabes profanes l'avait condamné, au nom des souffrances actuelles des exilés de Palestine abandonnés de tous, même de leurs « frères arabes ».

La politique prolétarienne ne « nie » pas les problèmes nationaux, mais la possibilité de les résoudre dans le cadre du capitalisme. Elle ne refuse pas toute sympathie aux minorités nationales opprimées en révolte, mais ne leur accorde son appui que pour faire triompher l'en-

tente internationale des travailleurs. Elle ne répudie pas hypocritement l'emploi de la violence illégale, mais repousse toute prétention d'une nation quelconque à obtenir pour elle-même des privilèges au détriment d'une autre. Aux solutions bâtarde de l'impérialisme, elle oppose les solutions harmonieuses de la dictature prolétarienne universelle. Et à la prétention bourgeoise d'abolir les antagonismes nationaux en réalisant le règne impossible du droit, elle répond par la seule thèse vraie, la thèse du socialisme scientifique : l'abolition des antagonismes nationaux suppose l'abolition des classes et seul le Socialisme la réalisera.

# LE MARCHÉ RUSSE

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

clair qu'aussi bien Brejnev que ses courtiers ont beau jeu, après la victoire que la contre-révolution bourgeoise a remportée grâce à l'opportunisme stalinien, quand ils veulent faire prendre des vessies pour des lanternes et brouiller les idées aux ouvriers. Nous n'avons certes pas l'intention de faire dans cette brève note l'analyse scientifique de la politique des « concessions ». Nous voulons seulement rappeler que celle-ci n'avait absolument rien à voir avec le « commerce mondial » et la « coexistence » stalinienne, khrouchtchevienne ou maoïste. Cette politique s'inscrivait dans les mesures que l'Etat prolétarien en Russie devait prendre nécessairement pour permettre la reprise des forces productives détruites par les années de guerre impérialiste et de guerre civile, dans l'attente de l'oxygène, qui malheureusement ne vint pas, de la révolution dans les pays d'Occident. C'était une obligation pour tenir bon en Russie en attendant qu'arrive d'Occident l'aide révolutionnaire espérée.

Et voilà comment on a interverti les rôles : maintenant c'est la nation U.R.S.S. qui fournit de l'oxygène aux monopoles, tant décriés par ailleurs, du capital occidental, et ceci juste au moment où les p. d. g. sont obligés d'admettre que le système de production capitaliste risque de mourir d'asphyxie. Cette asphyxie est le produit inévitable de la chute tendancielle du taux de profit et l'on comprend pourquoi les théoriciens de l'opportunisme ont des scrupules et ne veulent pas appeler la crise du capitalisme par son vrai nom ni l'analyser avec la méthode du matérialisme dialectique : il n'est pas d'article de plume opportuniste qui ne mette

l'accent sur les « contre-tendances » que le capitalisme réussit à mettre en œuvre pour faire face à ses propres crises. Eh bien, prenons au mot les économistes opportunistes : effectivement, le capital réagit à la chute du taux de profit par ses capacités internes (et que les canailles espèrent inépuisables) de réaction telles que la concentration monopoliste, la restructuration technologique, etc. A part le fait que ces « solutions » ne font que reproduire les crises de production à un niveau plus élevé et plus aigu, nous ne nous attendions pas à un tel aveu : avec l'accord U.R.S.S. - Montedison, ce n'est pas le capital qui s'auto-oxygène, mais la « patrie du socialisme » qui rend à l'Occident, courtoisement, le service que celui-ci a rendu à Lénine dans les moments difficiles de l'édification de la « grande patrie russe » !

Tout cela serait du plus haut

comique, si ce n'était macabre ; car seuls des sordides marchands peuvent se rendre de tels services — et jamais des bolcheviks comme Lénine — des marchands prêts à se prêter main-forte quand il s'agit de survivre tous ensemble, et à se poignarder dans le dos à la première occasion. Ajoutons encore quelques lignes pour rapporter la glose finale du folliculaire de l'Unità. Cefis, le président de Montedison, et Rijov, l'ambassadeur russe à Rome, échangent des vœux fraternels, et ce dernier dit ceci : « Le monde change ; c'est pourquoi les rapports entre l'Union Soviétique et l'Italie ne peuvent pas se limiter à des rapports économiques et commerciaux. Il est nécessaire que nos deux pays aient des rapports harmonieux qui doivent comprendre le développement de rapports culturels et politiques ». D'abord, le commerce « grossier » et puis, pour faire bien, l'élegant ballet folklorique. Et mon cul... ?

## LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- 1. Communisme et fascisme ..... 8,00 F
- 2. Parti et classe ..... 4,00 F
- 3. Le principe démocratique ..... 1,50 F
- 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes ..... 4,00 F
- 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » ..... 5,00 F
- 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation).

(Commandes au « prolétaire »)

directeur - gérant  
F. GAMBINI

imprimerie « Lino-Imp »  
1, 3, 5, boulevard Schœsling  
MARSEILLE (X<sup>e</sup>)  
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

Vient de paraître :

## PARTI ET CLASSE

Le lecteur trouvera dans cette brochure, outre les « Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » approuvées par le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste en 1920, trois textes de la Gauche communiste « italienne » sur le même sujet : les deux premiers publiés en 1921, alors que tout le Parti communiste d'Italie était rassemblé autour de nos positions, et le troisième rédigé après la deuxième guerre mondiale, alors que la Gauche s'était désormais organisée en Parti en dehors des organisations compromises dans l'irréversible dégénérescence stalinienne, et contre elles.

Ces quatre textes ont en commun l'affirmation du rôle primordial de la forme Parti, non seulement dans la préparation et dans la réalisation de la conquête révolutionnaire du pouvoir, mais aussi dans l'exercice de la dictature prolétarienne, puisque la guerre de classes, bien loin de s'atténuer après la révolution, s'aiguise et s'étend à l'échelle mondiale.

La continuité de la conception marxiste du Parti, allant du Manifeste de 48 jusqu'aux thèses du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste et aux textes dans lesquels notre courant synthétise les rapports entre la classe et son organe le Parti, est montrée dans une ample introduction qui souligne l'opposition totale entre la vision marxiste et celle de courants comme le KAPD de 1920 et les « Tribunistes » hollandais.

La brochure de 60 pages, 4 francs. Commandes au « Prolétaire » (ajouter 1 franc pour frais d'envoi sous pli fermé).